



Déclaration liminaire CGT FINANCES PUBLIQUES CTL du 19 mars 2021,

Madame la Présidente,

La crise sanitaire a commencé il y a maintenant un an. Cette pandémie a cruellement mis en lumière les sous-effectifs au sein de la fonction publique. Si le secteur de la santé s'est trouvé en première ligne dans la gestion de la crise, la DGFIP a été sollicitée en particulier pour gérer le fonds de solidarité. Pour autant l'administration accélère la mise en place de ses projets destructeurs : mise en place du NRP, concentration en pôles nationaux, restructurations, fermetures de services, recrutements de contractuels en lieu et place de titulaires.

C'est dans ce contexte que va se dérouler ce CTL. Son ordre du jour est l'occasion de souligner le sentiment de perte et d'incompréhension que rencontrent les agents des SDIF et de rappeler l'inquiétude générale qui règne dans les SIP à l'aube d'une campagne d'impôt sur le revenu qui s'annonce compliquée et tendue. C'est la deuxième campagne intégrant le PAS et la déclaration automatique. La direction générale a indiqué lors de la présentation de la campagne IR qu'elle estime la situation consolidée (sic!!) C'est une fois de plus méconnaître la réalité des services et sous-estimer les difficultés rencontrées par les agents. Dans les faits les agents constatent que le prélèvement à la source reste une usine à gaz : calcul du solde avances RICI, contentieux CINR,, Usine à gaz donc, face à laquelle les usagers sont souvent perdus. Il faut jongler avec les années, 2018- année du CIMR- 2019 2020 2021 pour expliquer les dispositions complexes. Sans compter qu'avec la déclaration automatique qui crée une ambiguïté quant à l'obligation déclarative, certains usagers ont été perdus par les services.

Pour revenir au fonds de solidarité rappelons que 6,9 millions d'aides ont été versées à 1,9 millions d'entreprises pour un total de 14,5 milliards d'euros. Les SIE sont chargés de traiter les très nombreux messages e-contacts relatifs aux rejets des demandes d'aide, et sont tenus dans le même temps d'assurer la totalité de leurs missions dans les délais habituels. La CGT FP Finistère vous alerte sur la situation extrêmement tendue dans ses services. Plus généralement cette nouvelle mission confiée à la DGFIP a révélé cruellement le manque de personnel pour contrôler la sincérité des demandes d'aide, la fraude qui en résulte est estimée à plusieurs dizaines de millions d'euros. Elle a également confirmé ce que nous dénonçons depuis longtemps : le sous-dimensionnement des outils informatiques. La DG qui se fait le défenseur zélé des échanges informatiques avec les usagers se montre incapable d'assurer le bon fonctionnement de e-contact victime de bugs à répétitions sources de retards, d'irritations, et de raillerie de la presse satirique ce qui ne redore pas notre image

Puisque nous évoquons la presse ,on ne peut passer sous silence l'interview accordée par le directeur régional des finances publiques au Télégramme le 10/02/2021. Interrogé sur la mise en place du NRP dans la région M Hugues Bied-Charreton s'est cru autorisé à pourfendre les syndicats La CGT Finances publiques du Finistère déplore l'approche arrogante et méprisante du dialogue social de la part du directeur régional.

Mais l'exemple vient d'en haut : le gouvernement a instauré dans la loi de transformation de la fonction publique la suppression et la fusion des CT et CHSCT dans une instance unique pour l'ensemble des sujets intéressant le collectif de travail dans le but principal de corseter le dialogue social d'économiser du temps en réduisant les droits et mandats. Un premier groupe de travail sur la cartographie ,les attributions futures des comités sociaux d'administration s'est tenu le 10 mars 2021.L'attitude même du ministère se contentant de décliner les dispositions fonctions publiques , l'absence même de la secrétaire générale pourtant censée être au coeur du dialogue ministériel sont révélateurs d'un dialogue social fortement dégradé.

Ce ne sont pas les annonces faites par la ministre de la fonction publique qui vont contribuer à réchauffer l'atmosphère glaciale du dialogue social. En effet Madame de Montchalin dit son intention de procéder à un bing bang dans la fonction publique : réforme de la gestion de la carrière des fonctionnaires , réduction du nombre de corps , recours encore amplifié aux contractuels , déconnexion entre grade et fonctions , départs négociés... A force de s'en prendre aux fonctionnaires pour des raisons idéologiques le gouvernement sape le moral de la base et prend le risque de provoquer une déflagration sociale qui pourrait devenir incontrôlable .

Le malaise atteint un niveau inquiétant , la défiance vis à vis de la direction générale ne prédit rien de bon. Il est urgent que les responsables de notre administration prennent la mesure de cette situation , en cessant de considérer que le seul rôle des syndicats est de jouer les Cassandre,

La CGT Finances publiques revendique au sein de cette instance et des instances nationales un rôle de lanceur d'alerte sociale appelant de ces vœux un dialogue constructif et basé non pas sur des mesures pénalisantes pour le personnel mais sur les revendications des agents.